



POVERTY REDUCTION SUMMIT

every city, province & territory working together

OTTAWA, ON | MAY 6-8, 2015

MÉMO À L'ATTENTION DES MAIRES DU CANADA

“...nous devons soigneusement réfléchir pour déterminer la meilleure façon de procéder dans cette puissante vague d'efforts visant à réduire la pauvreté.”

Félicitations! On vous prête attention! Enfin, le pays se réveille et réalise que tous les chemins mènent (littéralement) à vous.

On reconnaît, au moins, de plus en plus le rôle fondamental que les villes jouent dans la contribution à la santé économique et sociale du pays. Les villes commencent, certes lentement, à obtenir le respect qu'elles méritent de la part des citoyens et des hautes instances du gouvernement.

Les participants au Sommet sur la réduction de la pauvreté ont depuis longtemps reconnu votre juste valeur. Nous avons toujours estimé la valeur des interventions communautaires en matière de lutte contre la pauvreté et d'amélioration de la qualité de vie.

Il existe au sein des villes une force croissante. Collectivités dynamiques, réseau de villes engagées dans la réduction de la pauvreté, regroupe maintenant 47 membres. Nous sommes encouragés par le fait que de plus en plus de villes élaborent des stratégies formelles visant à orienter leurs initiatives de réduction de la pauvreté. Nous nous réjouissons d'être associés à ce processus.

Bien sûr, il y a une limite à ce que les villes peuvent accomplir pour réduire la pauvreté. Vous avez les mains liées par les mandats et le manque de ressources.

C'est la raison pour laquelle, nous devons soigneusement réfléchir pour déterminer la meilleure façon de procéder dans cette puissante vague d'efforts visant à réduire la pauvreté. Nous devons faire des choix stratégiques. Il est vrai que cela représente un défi étant donné le large éventail de domaines dans lesquels il faut agir.

Les villes ne peuvent pas à elles seules réaliser l'objectif pancanadien de sortir un million de Canadiens de la pauvreté. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux font le gros du travail lorsqu'il s'agit de lutter contre la pauvreté. Ils possèdent les leviers politiques clés et les capacités à générer des revenus pour s'attaquer de façon efficace à cet enjeu.

Nous parlerons de leurs rôles sous peu. Pour l'instant, concentrons-nous sur vous. Les villes possèdent plus d'une « arme » pour contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté.

Vos discussions tenues au sein des Conseils parlent souvent des centres-ville. Pour nous, il s'agit de placer les villes au centre des stratégies politiques.

On se rend de plus en plus compte que les villes alimentent les moteurs des économies nationales. Les villes ont joué ce rôle depuis longtemps. Cependant, les enjeux sont devenus plus complexes. Avec la mondialisation, les grands centres urbains sont maintenant devenus des joueurs de calibre mondial sur une scène internationale à la recherche de talents.

Les villes doivent attirer et retenir des personnes qualifiées. Elles doivent offrir des agréments qui les rendent attirantes ici et ailleurs : un environnement propre, un climat économique sain, des services de haute qualité, un dynamisme culturel.

Comme s'il n'y avait pas assez à faire, les villes font face à des enjeux sociaux difficiles. Le chômage, l'itinérance, l'abus de drogues, les problèmes de santé mentale et la violence familiale, n'en sont que quelques exemples. Beaucoup de villes canadiennes ont enregistré une augmentation de la polarisation du revenu et une concentration spatiale des personnes à faible revenu dans certains quartiers.

Et soyons honnêtes, les villes ont dû combler le vide lorsque les hautes instances du gouvernement ont effectué des coupures dans leurs programmes et leurs services. Dans certains centres urbains, moins de la moitié des sans-emploi sont actuellement admissibles au programme de l'assurance-emploi du gouvernement fédéral.

L'immigration au Canada et les mouvements de populations au sein du pays (des régions rurales aux régions urbaines et des réserves aux villes) ont également créé de nouveaux besoins sociaux : logements abordables, occasions d'emploi, aide à l'établissement, cours de langue et reconnaissance des titres de compétences étrangers pour n'en nommer que quelques-uns.

La diversité croissante de certains centres urbains a engendré des tensions liées à la « racialisation » de la pauvreté et à l'exclusion sociale qui en découle.

La bonne nouvelle est que les villes ont les moyens d'intervenir pour s'attaquer à ces enjeux sociaux et plus particulièrement dans le domaine de la réduction de la pauvreté. Vous disposez d'un certain nombre de puissants leviers stratégiques.

Mieux encore : des initiatives extraordinaires sont déjà mises en place dans plusieurs régions du pays. Malheureusement, je n'ai pas assez de place pour les nommer. Mais, beaucoup d'entre vous vont se reconnaître au cours de cette discussion.

Le défi reste de trouver la bonne plateforme pour vous aider à partager vos expériences. Imaginez à quoi nos villes et notre pays pourraient ressembler si nous pouvions exploiter et mettre en œuvre, le cas échéant, tout ce que vous faites bien

L'addition de toutes vos grandes idées équivaldrait à une réduction considérable du nombre de personnes vivant dans la pauvreté au Canada.

Nous avons pensé qu'il pourrait être utile de diviser cette longue liste en cinq grandes catégories d'initiatives que vous pouvez entreprendre : **concevoir pour l'habitabilité, engager les citoyens, promouvoir le capital social, réduire les coûts, mener par l'exemple.**

Nous vous présentons des idées à titre d'exemple seulement. Cette liste n'est pas exhaustive.

“ On se rend de plus en plus compte que les villes alimentent les moteurs des économies nationales. ”



#1 CONCEVOIR POUR L'HABITABILITÉ

Les éléments clés de l'habitabilité comprennent un environnement propre et vert, le potentiel piétonnier, la polyvalence et l'accessibilité. Les collectivités à vocations multiples sont des collectivités où il fait bon vivre, travailler et s'amuser. Elles ont tendance à être plus sécuritaires. On enregistre moins de crimes contre les personnes et la propriété lorsqu'il existe un programme informel de surveillance de quartier.

Les quartiers devraient être conçus, ou reconçus si nécessaire, avec pour objectif principal le potentiel piétonnier. Il contribue à un environnement sain et au bien-être des personnes.

Cependant, le potentiel piétonnier n'est réalisable que jusqu'à un certain point. Dans les grandes villes, il est souvent difficile de se rendre d'un point à un autre. Les transports en commun accessibles contribuent à construire des communautés où chaque personne développe un sentiment d'appartenance, surtout les personnes vivant dans la pauvreté qui utilisent ces services par nécessité et non par souci de commodité.

Désolée de soulever encore une fois la fameuse question des transports en commun, mais c'est une question particulièrement difficile. Un système de transport en commun accessible est un objectif à long terme qui demande un investissement de plusieurs milliards de dollars sur de nombreuses années. Le budget fédéral a annoncé un nouveau fonds pour le transport en commun et c'est une bonne nouvelle. Cependant, ce fonds ne démarrera que dans deux ans.

En attendant, plusieurs mesures peuvent être prises pour améliorer l'accès aux transports en commun. Les systèmes de transport locaux peuvent être mieux coordonnés. Des initiatives spéciales telles que Job Bus peuvent relier différentes parties d'une région.

Mais, se déplacer dans un quartier ou dans une région ne représente qu'un seul aspect de la construction de communautés inclusives. Des résidents rencontrent des obstacles supplémentaires, souvent des obstacles physiques qui les empêchent de participer à la collectivité.

Les villes sont au centre de l'ouragan, lorsqu'il s'agit de garantir l'accessibilité. Elles sont les mieux placées pour disséminer ce concept auprès du plus grand nombre possible.

Malgré le travail de grande envergure nécessaire pour réduire, voire éradiquer, les obstacles physiques, les obstacles les plus difficiles à surmonter sont invisibles. Ils comprennent les comportements négatifs et la présomption d'incapacité provenant de limitations perçues.

Le meilleur moyen de surmonter les obstacles comportementaux est de faire en sorte que les gens fassent connaissance. Les préjugés doivent être abordés de front, en découvrant directement les forces et les atouts qu'auparavant on ne pouvait (ou on ne voulait pas) voir.

Les gouvernements ne peuvent pas éliminer les obstacles comportementaux. Mais, ils peuvent encourager l'inclusion en créant des espaces et les lieux pour stimuler la participation des gens dans leurs communautés. Ils peuvent créer des occasions d'engagement significatives et offrir aux résidents l'occasion d'exprimer ce qu'ils pensent des enjeux qui ont une incidence sur leur vie.

#2 ENGAGER LES CITOYENS

Souvent, les villes pensent engager les citoyens lorsqu'elles organisent des consultations sur des questions d'intérêt public. Cependant, il y a une grande différence entre ces deux fonctions. Dans le premier cas, il s'agit de présenter une série d'options prédéterminées et de les soumettre auprès des citoyens afin de recueillir leurs commentaires.

Une consultation même si elle est importante se déroule souvent une fois les choix clés faits. Les membres de la communauté sont invités à choisir leur préférence parmi deux ou trois options déjà sélectionnées.

L'engagement demande au contraire une participation active des membres de la communauté dans la formulation de réponses possibles. Il s'agit plus de rejoindre les résidents et d'écouter leurs points de vue, voire de leur demander quelles solutions ils envisageraient plutôt que de leur présenter une sélection limitée de réponses potentielles. Idéalement, il s'agit de leur demander de formuler les bonnes questions à aborder.

Certains processus que les gouvernements utilisent pour être à l'écoute des citoyens sont aliénants et incongrus, en particulier pour les personnes vivant en marge de la société. Les villes peuvent renverser la vapeur. Elles peuvent rejoindre les membres de la communauté là où ils vivent ou dans le creux de leur main grâce à une application telle que Neighborland.

Il existe plusieurs moyens non traditionnels de saisir la voix de la communauté : les pièces de théâtre, la musique, les arts, les photos. L'utilisation de visuel pour représenter des concepts peut aider les personnes qui éprouvent des difficultés avec l'écrit ou pour lesquelles l'anglais et le français ne sont pas une première langue.

Il y a d'autres nouvelles réjouissantes. La ville, c'est nous est une nouvelle campagne pancanadienne dont l'objectif est d'inviter les citoyens à mettre leurs idées à contribution afin de modeler leur vision de la vie urbaine. Les citoyens sont encouragés à tenir des tables rondes, un moyen plaisant et dynamique de contribuer à cette campagne. Les tables rondes peuvent être organisées dans un salon, sur un banc de parc, dans une salle de conférence, dans un endroit propice à se rassembler et discuter.

#3 PROMOUVOIR LE CAPITAL SOCIAL

Auparavant, construire des villes c'était mettre en place des structures physiques. Maintenant, construire des villes englobe aussi la promotion du capital social.

Le capital social fait référence aux relations et aux réseaux créés lorsque les gens se rassemblent autour d'un objectif commun : partager un repas, rencontrer de nouveaux amis, participer à une cérémonie ou une célébration culturelle, travailler sur une stratégie locale de réduction de la pauvreté.

Il existe un ensemble de données probantes démontrant la valeur du capital social. Les communautés sont le fondement du bien-être collectif.

La recherche sur le développement de l'enfant montre que les facteurs sociaux intégrés dans la qualité de la vie familiale et communautaire sont les déterminants les plus importants du développement de l'enfant. Le développement sain des enfants dépend en grande partie du contexte social dans lequel ils grandissent.

Les villes peuvent promouvoir le capital social par le biais des lieux publics et des programmes.

Les villes peuvent offrir leurs espaces publics à prix réduit ou gratuitement pour des activités sociales. Les écoles, les bibliothèques et les centres communautaires peuvent être utilisés pour des activités telles que des clubs de lecture, des repas-partage, des chorales ou des soirées dansantes culturelles. Ces activités sont non seulement plaisantes, mais elles déclenchent aussi des amitiés et permettent la création de cercles de soutien informels.

En ce qui concerne les programmes, les villes peuvent faire la promotion du capital social par les arts et les loisirs. Les loisirs apparaissent désormais comme un investissement décisif, en particulier pour les familles et les enfants considérés « à risque ». Les enfants qui participent à des loisirs organisés tendent à avoir une meilleure estime de soi, à entretenir de meilleures relations amicales et à améliorer leurs résultats scolaires.

L'expression culturelle, que ce soit la musique, la danse ou les arts est à la base des célébrations communautaires. Elles rassemblent les résidents, leur permettent de passer un moment agréable ensemble et de tisser des liens qui renforcent le tissu social communautaire.

Mais, l'importance du capital social va au-delà de ses ramifications dans la cohésion sociale. Il peut avoir une incidence sur la santé financière et est donc un élément important des stratégies de réduction de la pauvreté. Les réseaux sociaux offrent aux chercheurs d'emploi des conseils, des pistes d'emploi, des informations stratégiques, des lettres de recommandations et... des emplois.

#4 RÉDUIRE LES COÛTS

Les villes peuvent aider les ménages à faible revenu à avoir plus d'argent dans leurs poches en réduisant les coûts. Beaucoup d'entre vous peuvent témoigner fièrement de votre travail dans ce domaine. Vous avez peut-être réduit voire éliminé le coût du transport en commun de ces ménages à faible revenu.

Beaucoup de villes offrent des subventions pour les programmes récréatifs et culturels. Certains d'entre vous sont allés jusqu'à offrir l'utilisation gratuite de vos installations municipales à certaines heures ou en tout temps.

Les villes réduisent les coûts du logement. C'est un programme complexe qui demande l'investissement des poids lourds du fédéral, du provincial et du territorial. Ceci étant dit, plusieurs d'entre vous ont confectionné des stratégies en matière de logement abordable sachant le rôle déterminant qu'il joue dans la lutte à la pauvreté.

Les villes peuvent investir directement ou recueillir des fonds avec des partenaires. Elles peuvent réserver des terrains pour une vocation communautaire, comme le logement abordable. Certains ont essayé des approches innovantes comme les programmes de conversion en logements locatifs afin d'augmenter l'offre de logements bon marché.

Plusieurs villes ont expérimenté les fonds de crédit pour les loyers afin d'aider les ménages à faible revenu à payer leurs arriérés de loyer à court terme. D'autres fournissent des prêts aux propriétaires à faible revenu pour effectuer les réparations urgentes du domicile.

Les taxes foncières peuvent être adaptées à des fins sociales. Des centres urbains ont créé une catégorie d'impôt foncier à part consacrée aux immeubles résidentiels à unités multiples de sept logements et plus. Les exemptions d'impôts fonciers soutiennent la création de logements abordables.

Le zonage est un autre instrument puissant que les villes peuvent utiliser. Le rezonage permet de créer des logements accessoires, par exemple, qui sont utilisés par des personnes âgées qui ont besoin d'un logement plus petit ou par les jeunes qui de manière générale recherchent un logement très bon marché.

#5 MENER PAR L'EXEMPLE

En termes de lutte à la pauvreté, les maires peuvent être des leaders de toute première importance. Vous possédez un accès illimité aux événements et aux médias locaux et vous occupez donc une place privilégiée pour sensibiliser la communauté aux besoins sociaux pressants, en particulier la pauvreté. Vous pouvez expliquer pourquoi les investissements sociaux sont importants pour tout le monde et pas seulement pour les ménages vivant dans la pauvreté.

Les villes peuvent prendre des mesures directes dans leurs propres cours. En tant qu'employeurs modèles, vous pouvez donner le ton aux autres employeurs de la région.

Le profil de la main-d'œuvre municipale devrait refléter les visages de la communauté. Les gouvernements locaux peuvent embaucher des personnes habituellement marginalisées du marché du travail, des travailleurs handicapés, des nouveaux immigrants et des Canadiens autochtones. Les villes offrent des occasions de mentorat, des stages et des emplois étudiants pour les jeunes.

Les chèques de paie doivent constituer un salaire décent. Les politiques d'emploi devraient répondre aux besoins des familles, dont les régimes de travail flexibles, le partage d'emploi et les congés pour raisons familiales.

Les efforts de collaboration sont un autre moyen important de créer des emplois. En tant que maire, vous pouvez réunir des partenaires divers afin de développer des solutions d'embauche innovantes. Vous pouvez faire bouger la communauté comme personne d'autre. Quand un maire envoie une invitation à participer à une table ronde sur la création d'emploi, tout le monde est présent tout le temps!

Dans une de ces collaborations, le maire avait réuni des employeurs et des conseils d'entreprise, des agences sociales et des collègues communautaires afin de résoudre l'impasse suivante : beaucoup d'emplois vacants dans un secteur émergent de l'économie et beaucoup de citoyens sans emploi et sous-employés.

Ensemble, le groupe a conçu toute une panoplie de solutions : une formation personnalisée pour les nouveaux emplois des secteurs émergents de l'économie, une mise à niveau spécialisée des compétences pour les travailleurs du secteur de la santé ayant des titres de compétence acquis à l'étranger, exonérer les personnes quittant l'aide sociale pour un emploi de la disposition de réimposition.

D'une manière ou d'une autre, ce qui était inenvisageable hier était devenu possible aujourd'hui avec le maire siégeant au bout de la table.

“ Vous pouvez faire bouger la communauté comme personne d'autre. ”

Des villes aident les employeurs avec les coûts reliés à la formation personnalisée. D'autres mettent à disposition des données sur le marché du travail afin de fournir aux travailleurs et aux employeurs une meilleure idée de l'arrivée de nouveaux emplois. Nous avons actuellement des données historiques sur la manière dont le marché du travail fonctionnait dans le passé.

Cependant, même les meilleurs programmes de formation se limitent à mettre l'accent sur les personnes considérées manquant de quelque chose. Les efforts fructueux élaborent plutôt des systèmes de soutien autour de la personne vulnérable ou à risque de vivre dans la pauvreté. Il s'agit d'un mélange de services sociaux, d'agences de formation, de collègues communautaires et d'entreprises locales qui travaillent main dans la main afin d'aider à identifier des employés.

Les villes peuvent également soutenir l'emploi par le biais de leurs pratiques d'achats. Elles peuvent intégrer dans tous leurs contrats une entente sur les avantages pour les communautés qui exige la formation et l'embauche de travailleurs marginalisés. Elles peuvent inclure des entreprises sociales comme entrepreneurs potentiels. L'approvisionnement social est un outil puissant, car il a des répercussions dans toute la chaîne d'approvisionnement.

VOUS N'ÊTES PAS SEUL !

Il est évident que c'est une vaste entreprise. Vous avez probablement maintenant commencé, si vous ne l'avez pas déjà fait, à dresser une liste des raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas entreprendre des actions pour en finir avec la pauvreté. Trop à faire et pas assez de dollars pour le faire.

Mais, vous n'êtes pas seul. Un message clé du Sommet sur la réduction de la pauvreté est que l'éradication de la pauvreté est un défi qui doit être relevé par une multitude d'acteurs travaillant ensemble. Ce n'est pas la seule affaire des villes ou des gouvernements, même si les hautes instances des gouvernements ont un rôle essentiel à jouer. Voilà ce que l'on veut qu'elles fassent.

Les provinces et les territoires ont déjà fait beaucoup en formulant des stratégies de réduction de la pauvreté uniques adaptées à leurs régions et leurs besoins. Ceci représente un progrès important au pays. Félicitations aux premiers ministres qui ont été parmi les chefs de file en termes de réduction de la pauvreté au Canada!

Les provinces et les territoires doivent continuer à faire des investissements substantiels dans le logement abordable. L'approche la plus commune est d'augmenter l'offre en multipliant le nombre de logements à prix raisonnable dans un quartier ou une communauté donnée. Une autre option possible est de donner de l'argent aux personnes pour leur permettre de payer le loyer.

Les provinces et les territoires doivent investir dans le développement de la petite enfance et les services de garde de haute qualité et abordables. C'est un moyen intelligent de dépenser dans une économie concurrentielle. C'est la première étape du processus d'apprentissage et c'est essentiel dans une économie fondée sur le savoir. L'investissement permet également aux parents de participer à l'éducation, à la formation et au marché du travail rémunéré.

La réussite d'un diplôme secondaire est indispensable dans une économie du savoir. Un large éventail d'occasions de formation professionnelle, dont les apprentissages, sont nécessaires.

“...l'éradication de la pauvreté est un défi qui doit être relevé par une multitude d'acteurs travaillant ensemble. Ce n'est pas la seule affaire des villes ou des gouvernements...”

Ensuite, il y a le gouvernement fédéral. Il est temps qu'Ottawa se retrouve les manches. La lutte contre la pauvreté ne fait pas partie du programme fédéral, car elle a été submergée par son plan d'action pour la prospérité.

L'assurance-emploi devrait être renforcée et rétablie afin de lui redonner la place qui lui revient de droit, en première ligne du remplacement du revenu pour les chômeurs. Le Canada a besoin d'un leadership solide qui établit des liens entre Ottawa, les provinces et les territoires afin de construire une nouvelle architecture sur la sécurité du revenu pour les adultes en âge de travailler.

Deux suppléments de revenu essentiels, la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation fiscale pour le revenu de travail devraient être bonifiés. L'amélioration de la Prestation fiscale canadienne pour enfants aiderait beaucoup à augmenter les revenus des familles à faible, modeste et moyen revenu.

Ottawa devrait mettre de l'ordre et consolider ce véritable dédale appelé à tort « système » d'assurance-invalidité. Un moyen est de sortir les personnes ayant des handicaps graves et prolongés de l'aide sociale et de proposer à la place une prestation suffisante fondée sur le revenu et gérée par le gouvernement fédéral. Les provinces et les territoires seraient tenus de réinvestir leurs économies dans des programmes de soutien aux personnes handicapées, grâce à une entente négociée.

Enfin, le gouvernement fédéral doit accorder une plus grande attention aux besoins des Canadiens autochtones qui relèvent de ses compétences constitutionnelles. Une nouvelle Loi sur l'éducation fait partie des priorités.

PLUS FACILE À DIRE QU'À FAIRE

À l'échelle de la ville, nous savons que votre capacité à effectuer des investissements sociaux est entravée par des contraintes financières. Les gouvernements locaux ont de plus en plus de responsabilités et relativement peu de ressources pour relever ces défis.

Les gouvernements fédéral et provinciaux reçoivent la part du lion des recettes fiscales. Les gouvernements locaux dépendent uniquement des taxes foncières régressives, du transfert de la taxe sur l'essence, des droits de permis et des contraventions de stationnement.

Le budget fédéral comprend des sommes consacrées à l'infrastructure avec lesquelles on finance ce qui est matériel comme le transport en commun et les immeubles. Mais les fonds d'infrastructure ne vont pas au cœur du problème : l'incapacité des gouvernements locaux à amasser des revenus suffisants pour financer vos propres objectifs.

Régler ce déséquilibre fiscal demandera beaucoup d'efforts et de temps. Des provinces accordent aux villes la possibilité de générer plus de revenus. De plus, il y a des initiatives innovantes, comme nous l'avons vu, dans lesquelles les villes utilisent les outils fiscaux à leur disposition.

En attendant, il y a beaucoup de travail à faire ensemble. Nous pouvons commencer par quelques-uns de nos enjeux communs avec lesquels nous sommes aux prises dans la lutte à la pauvreté. Le Sommet sur la réduction de la pauvreté est l'endroit idéal pour cet important dialogue.

RÉFLÉCHISSONS ENSEMBLE...

Ce travail présente de nombreux défis. En voici quelques-uns que nous devons aborder.

Comment pouvons-nous engager sérieusement les personnes qui ont connu la pauvreté dans ce projet?

Étant donné toutes les actions possibles, comment prioriser notre travail? Qu'est-ce qu'on doit absolument faire et qu'est-ce qu'il serait bien de faire?

Comment pouvons-nous sensibiliser les gens au fait que la pauvreté ne touche pas seulement les ménages à faible revenu, mais tout le monde, car elle engendre une augmentation des coûts reliés aux soins de santé, des coûts reliés aux services sociaux et à l'aide sociale, une réduction des activités commerciales et un manque de contribution productive à l'économie?

Comment pouvons-nous atteindre des objectifs numériques alors qu'il y a de nombreuses étapes intermédiaires tout au long du parcours? Comment pouvons-nous justifier des investissements dans des domaines qui ne donnent pas de résultats immédiats? Par exemple, avant que les nouveaux Canadiens puissent obtenir un emploi, il leur faut peut-être suivre des cours de langue. Avant que les bénéficiaires de l'aide sociale puissent intégrer le marché du travail, ils ont peut-être besoin de rattrapage scolaire et de formation professionnelle. Avant de construire des logements abordables, il est peut-être nécessaire de recueillir des fonds ou de rezoner un quartier donné.

Comment et à quelle fréquence devons-nous évaluer notre travail de réduction de la pauvreté? Quels sont les facteurs qui devraient être considérés comme principaux indicateurs de la réussite à moyen et à long terme?

Comment savoir si nous sommes à côté de la track ou si nous nous enlisons? Combien de temps devons-nous suivre un plan donné avant de décider qu'il est opportun de changer de vitesse et d'orientation?

Comment pouvons-nous reconnaître nos réussites tout au long de notre parcours? Comment allons-nous célébrer lorsque nous aurons atteint ensemble notre objectif, soit sortir un million de Canadiens de la pauvreté?

— Sherri Torjman
Mai 2015
ISBN#1-55382-644-2